

# Les pensions dans la gouvernance économique et sociale européenne

## Les enjeux de la taxation

Dalila Ghailani, Observatoire social européen

Séminaire Eurelpro  
Comité économique et social européen, 26 novembre 2012

# Les pensions dans la gouvernance économique et sociale européenne - Les enjeux de la taxation

## □ La taxation

- Contribue à la viabilité à long terme des finances publiques
- Propice au développement de l'emploi
- Contribue à l'adéquation des prestations
- Favorise la croissance économique
- Gouvernance européenne centrée sur ces 4 dimensions

## □ 3 points

- Les pensions dans la gouvernance socio-économique de l'UE
- La taxation du secteur financier et l'impact sur les pensions
- Le traitement fiscal de la valeur ajoutée dans les services financiers

# I Les pensions dans la gouvernance socio-économique de l'UE

- Pacte de stabilité et de croissance
- Six Pack
- Pacte pour l'Euro-Plus
- Europe 2020
- Semestre européen
- Analyses annuelles de croissance

## □ Pacte de stabilité et de croissance

- PSC: instrument le plus influent de la gouvernance européenne définissant le cadre de viabilité des finances publiques y compris les systèmes de retraite
- PSC impose aux EM de décrire leur stratégie pour assurer cette viabilité eu égard l'impact économique et budgétaire du vieillissement des populations
- PSC réformé en 2005

## □ Six pack

- Buts: garantir la discipline budgétaire, favoriser la stabilité économique et éviter une nouvelle crise
- Six Pack inaugure un contrôle à priori sur la politique des dépenses publiques, rythme et mesures politiques prises pour réduire la dette publique

## □ Pacte pour l'Euro-Plus

- 4 objectifs: stimuler la compétitivité, stimuler l'emploi, contribuer à la durabilité des finances publiques, renforcer la stabilité financière + coordination fiscale
- Plus de flexicurité, allègement de la taxation du travail, relever l'âge de la pension, réduire les prépensions, accroître l'activation des plus de 55 ans

## □ Europe 2020

- Stratégie de l'UE pour réaliser une croissance intelligente, durable et inclusive
- 5 objectifs chiffrés en matière d'emploi, d'éducation, de R&D, de pauvreté et environnement
- Mise en œuvre déclinée dans 10 LD divisées entre surveillance macroéconomique (PSC) et coordination thématique
- Pensions mentionnées dans LD 1 et 10, priorité par la filière économique

- Europe 2020 accompagnée d'un débat sur le rôle futur de l'UE dans la politique de pensions
  - Livre vert et Livre blanc « ... pour des pensions adéquates et viables à long terme »
  - Focus sur l'allongement de la vie professionnelle et meilleur accès aux retraites complémentaires

## □ Semestre européen et AAC

- Rapprochement entre les objectifs d'Europe 2020 et le PSC autour du Semestre européen : publication de l'analyse annuelle de croissance, fixation des priorités, PNR, recommandations du Conseil
- AAC 2011 et 2012 : question des retraites est une préoccupation commune au sein de l'UE; nécessité de trouver un équilibre durée de vie professionnelle et durée de retraite; promotion de l'épargne retraite complémentaire
- Assainissement budgétaire : les EM doivent agir sur le front des dépenses et celui des recettes via la fiscalité
  - AAC 2012 : nouvelle annexe consacrée aux politiques fiscales propice à la croissance
  - CE propose d'élargir l'assiette fiscale de certains impôts dont la TVA; réduire la fiscalité sur le travail, poursuite des travaux sur la TTF notamment

## II Taxation du secteur financier: impact sur les pensions

- Proposition de la Commission (2011)
  - Champs d'application large
  - taux d'imposition de 0,1% pour les actions et les obligations et de 0,01% pour les produits dérivés
- Nombreuses critiques vu les effets négatifs qu'une TTF aurait sur les pensions
  - Hausse des coûts supportée par les retraités et les IRP
  - Retours nets plus faibles
  - Stratégie d'investissement moins efficace
  - Limitation du volume de liquidité
  - Protection contre les risques plus coûteuse
- PE 2012: exclusion des fonds de pension et des institution de retraite professionnelle
- Conseil ECOfin juin et juillet 2012: pas d'unanimité. Mise en place d'une coopération renforcée

### III La valeur ajoutée dans les services financiers

- Directive TVA 1977: possible exonération de TVA pour les assurances et fonds d'investissements
- Pas d'application uniforme dans les EM
- Proposition de la CE 2007 pour moderniser et simplifier les règles applicables à la TVA des services financiers et des services d'assurance et garantir un traitement équitable
- Avancées sur la définition de la gestion de fonds de placement et de fonds de pension sous présidence polonaise mais opposition entre les EM
- Pas de reprise des discussions en 2012
- Question aussi débattue devant CJUE « Wheels Common Investments »



# IV Conclusions

## □ Action UE focalisée sur 4 dimensions

viabilité des finances publiques

adéquation des prestations

Développement de l'emploi

Croissance économique

□ Coordination des politiques fiscales = question transversale alliant la nécessité de développer le marché intérieur et le respect des compétences nationales (TVA)

□ Autre question transversale: viabilité des systèmes de retraites et sauvegarde des droits des travailleurs (TTF)